

# Les États-Unis, la France et les filières corses ou les origines géopolitiques de la loi de 1970

Michel Gandilhon / OFDT

Alexandre Marchant / agrégé et docteur en histoire

*Il y a cinquante ans, l'Assemblée nationale unanime votait la loi dite de 1970 contre l'usage et le trafic de drogues. Si un certain nombre de chercheurs et d'historiens ont expliqué cette unanimité par une « panique morale » sévissant dans une classe politique fondamentalement conservatrice, très peu d'entre eux ont mis l'accent sur les soubassements géopolitiques de cette histoire. Notamment les énormes pressions exercées par le pouvoir américain, affolé par l'épidémie d'héroïne qui sévissait alors aux États-Unis, sur une France qui sortait à peine du gaullisme et qui était un des plus gros producteurs de cette substance au monde.*

Au moment où la loi de 1970 est votée, ce que l'on appellera plus tard l'épidémie d'héroïne n'en est qu'à ses débuts en France. La fameuse overdose de Bandol, dont est victime une adolescente proche des milieux hippies<sup>1</sup>,

n'a eu lieu qu'un an auparavant et à cette époque les quelques estimations disponibles montrent que les usagers actifs d'héroïne ne doivent pas être plus de quelques milliers. En 1969, la police en interpelle 182<sup>2</sup>.

## Une épidémie d'héroïne outre-Atlantique

La situation n'est en revanche pas du tout la même aux États-Unis où la consommation est en plein développement. Si le pays avait déjà connu dans les années 1910, une épidémie d'opiacés, les proportions inédites prises par le phénomène inquiètent les pouvoirs publics et les incitent à agir. Ainsi, les États-Unis qui

comptaient 20 000 héroïnomanes à la fin de la Seconde Guerre mondiale et près de 60 000 dans les années 1950 en recensent, au milieu des années 1960, environ 150 000<sup>3</sup>. À la fin des années 1960, l'héroïne tue plusieurs milliers de jeunes Américains chaque année<sup>4</sup>. À l'époque, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui avec la « crise » des opioïdes<sup>5</sup>, les consommations et le trafic se situent au cœur de grandes métropoles américaines, notamment New York, et touchent en particulier de jeunes hommes – l'âge d'initiation à l'héroïne se situe entre 16 et 17 ans<sup>6</sup> – parmi lesquels ceux issus de la minorité noire sont surreprésentés. Elle affecte aussi une proportion importante des soldats américains présents au Vietnam : en 1974, une enquête épidémiologique menée auprès de cette population montre que 38 % d'entre eux consomment de l'opium et 34 % de l'héroïne<sup>7</sup>. En 1971, l'hebdomadaire *Newsweek* compare l'héroïne à une « bombe atomique ». Le contexte est tel que Nixon dans une phrase devenue célèbre et prononcée lors d'une

<sup>1</sup> Benso V., « Le paysage médiatique des drogues à la fin des années 60 », *Swaps* n° 60, 2010.

<sup>2</sup> *La drogue, ce qu'ont vu, ce que proposent : médecins, juges, policiers, ministres*, Plon, 1970.

<sup>3</sup> Fernandez H., Libby T. A., *Heroin, its History, Pharmacology and Treatment*, Hazelden, 2011.

<sup>4</sup> Le nombre d'overdoses mortelles, toutes substances confondues, s'élève à environ 6000 en 1969 d'après les CDC. La quasi-totalité est liée à l'usage d'héroïne.

<sup>5</sup> Gandilhon M., « États-Unis : la "crise" des opioïdes comme révélateur social et... politique », *Swaps* n° 95, 2019.

<sup>6</sup> Fernandez H., Libby T. A., *op. cit.*, 2011.

<sup>7</sup> Kamienski L., *Les drogues et la guerre, de l'Antiquité à nos jours*, Nouveau Monde Éditions, 2017.



conférence de presse la même année déclare que les drogues, et notamment l'héroïne, sont devenues l'ennemi public numéro 1 : « *L'Amérique du Nord a le triste privilège de compter le plus grand nombre d'héroïnomanes au monde [...] La toxicomanie aux États-Unis a maintenant pris l'allure d'une catastrophe nationale. Si nous ne venons pas à bout de ce fléau, c'est lui qui viendra à bout de nous* ». La guerre à la drogue est officiellement lancée, même si elle avait commencé bien avant avec la prohibition de l'alcool en 1920 ou la chasse aux usagers de marijuana dans les années 1930.

## De l'histoire ancienne

Mais c'est la France, le *Rogue State* (État voyou) de l'époque, qui est la cible véritable de l'administration américaine. Celle-ci est en effet un des plus grands producteurs d'héroïne au monde grâce à ses filières corso-marseillaises. Le phénomène n'est pas récent. Elles sont en effet actives depuis au moins les années 1930. C'est à cette époque que les premiers laboratoires apparaissent dans la région parisienne et à Marseille dont le port est en connexion directe *via* les messageries maritimes avec l'Indochine française, où l'opium est légal depuis la création de la régie indochinoise de l'opium en 1881, ou encore la Turquie et l'Iran. Il existe aussi à l'époque une route des Balkans qui passe par la Yougoslavie<sup>8</sup>. Au fil du temps, des filières d'importation se sont constituées alimentant les fumeries d'opium clandestines présentes dans la métropole. En 1937, trois laboratoires d'héroïne sont démantelés en France dont l'un recelait 100 kg d'héroïne, une saisie énorme au regard de celles réalisées dans le monde à l'époque, soit 867 kg<sup>9</sup>. Après la Seconde Guerre mondiale, la demande augmentant un peu, le trafic s'intensifie et les exportations d'héroïne française se développent vers l'Italie où Cosa Nostra se charge de la réexpédition vers le marché américain. À l'époque, comme l'a montré l'historien Alfred Mac Coy, dans son désormais classique ouvrage sur les complicités de la CIA dans les trafics d'héroïne en Asie du Sud-Est et... en France<sup>10</sup>, l'État américain ne réagit pas ou peu. La peur à cette époque n'est pas liée à l'héroïne, mais à l'expansion du mouvement communiste très puissant en France et en particulier à Marseille, où le parti de Maurice Thorez fait la loi sur les docks, lieux de passage obligés des marchandises américaines envoyées en Europe occidentale dans le cadre du plan Marshall. L'heure est donc pour les États-Unis au *roll back* et au soutien de toutes les forces susceptibles d'endiguer la montée du « péril rouge ». En France, cette stratégie prend entre autres la forme d'un soutien, *via*

l'AFL-CIO, à la création d'organisations syndicales, comme Force ouvrière, susceptibles d'affaiblir la puissante CGT. Et aussi de manière plus occulte, à une sorte d'alliance avec la pègre corso-marseillaise dont le sens des affaires s'accorde mal avec les revendications ouvrières soutenues par un Parti communiste qui n'hésite pas à recourir à la violence de « classe »<sup>11</sup>. En ces temps de guerre froide, l'heure est donc pour les États-Unis à une *realpolitik* peu regardante sur les moyens utilisés et qui passe notamment par une alliance avec le milieu, où des hommes de main sont recrutés, avec de l'argent américain, pour briser les grèves. Une politique que la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) de l'époque dirigée par Gaston Defferre applique elle aussi, en recourant aux services de truands et en soutenant l'antenne marseillaise du Rassemblement du peuple français (RPF) pour faire barrage au PC. Une politique couronnée de succès puisqu'elle contribue à l'isoler puis le chasser de la mairie lors des élections municipales d'octobre 1947, remportées par le candidat gaulliste.

## La France : État-voyou ?

Sorties renforcées et légitimées de la guerre froide, les filières corso-marseillaises dominées par les Guérini, dont les chefs Barthélémy dit « Mémé » et son frère Antoine avaient participé activement à la Résistance, sont au début des années 1960 à même de répondre à la demande croissante d'héroïne sur le marché américain. Ce que les Américains appellent à l'époque la *French Connection* n'est rien d'autre qu'une appellation générique désignant une multitude d'équipes indépendantes, voire rivales, investies dans la production d'héroïne. Il ne faut pas en effet s'imaginer la *French Connection* comme une organisation pyramidale, sur le modèle de Cosa Nostra en Sicile ou aux États-Unis, dirigée par une « couple » ou une « commission » dominée par un parrain représentant la famille dominante du moment. Structurée autour d'un financeur qui avance les fonds pour acheter la morphine-base en Turquie, où il existera jusqu'en 1972 une production légale d'opium destinée à l'industrie pharmaceutique et les infrastructures techniques nécessaires à sa transformation en héroïne, l'équipe comprend un ou deux chimistes, un assistant et une multitude d'hommes de main (guetteurs, approvisionneurs) dont une partie se charge de l'acheminement du produit vers la côte Est des États-Unis, notamment à New York. Le plus souvent dans des caches, pouvant abriter jusqu'à 80 kg d'héroïne, installées dans des véhicules de tourisme<sup>12</sup>, acheminés par bateau directement ou indirectement *via* Montréal au Canada ou Vera Cruz au Mexique. Le système est parfaitement cloisonné. Les investisseurs,

<sup>8</sup> Retaillaud-Bajac E., *Les drogues, une passion maudite*, Gallimard, 2002.

<sup>9</sup> Porot A., *Les Toxicomanies, Que sais-je ?* Presses Universitaires de France, 1960.

<sup>10</sup> Mc Coy A., *La Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est*, Flammarion, 1972.

<sup>11</sup> Mencherini R., *Guerre froide, grèves rouges*, Syllepse, 1998.

<sup>12</sup> Hernandez J.-P., *Quand j'étais gangster*, Flammarion, 2014.

appartenant aux hautes sphères du milieu, ne sont jamais en contact direct avec les organisateurs matériels du trafic et se contentent de toucher les dividendes de leurs investissements : « [...] *il est extrêmement difficile de mener la lutte contre les "gros bonnets". Ils organisent et financent, mais ne touchent jamais la marchandise. Seul le "passeur" et le "réceptionniste" l'ont en main. Il est rare, de ce fait, que les arrestations frappent plus haut que le troisième échelon. Et ceux-là ne parlent pas* »<sup>13</sup>. De plus, les laboratoires sont disséminés dans des villas de l'arrière-pays marseillais, quand ce n'est pas dans des locaux plus rudimentaires comme des garages, des caves ou des buanderies. Ils sont en outre extrêmement mobiles, ne servant le plus souvent qu'une fois. Il est, dès lors, témoin à l'époque un policier « *plus difficile de trouver un laboratoire qu'une aiguille dans une meule de foin* »<sup>14</sup>.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, la production française est estimée à 8 et 10 tonnes par an<sup>15</sup>. À la sortie du laboratoire, le kilogramme d'héroïne pure vaut 20 000 FF (23 000 euros actuels), 80 000 FF (90 000 euros actuels) à New York, 400 000 dollars au détail (2 300 000 euros<sup>16</sup>). Le produit est ensuite revendu aux grossistes appartenant à la mafia italo-américaine qui se charge de sa distribution auprès des détaillants, la plupart afro-américains, présents dans les rues des grandes métropoles américaines. Dans les années 1960, la France produit, selon le BND (Bureau des narcotiques)

près de 75 % de l'héroïne consommée aux États-Unis dans l'indifférence à peu près générale de la classe politique. D'une part, parce que l'héroïne produite n'est pas destinée au marché hexagonal, les gros bonnets ne souhaitant pas attirer l'attention de la police, du gouvernement et de l'opinion, sur leurs activités : « *Il ne se vendait pas de drogue sur place. C'était là une décision très intelligente parce que la toxicomanie n'était pas un problème pour la France. [...] Les stupéfiants n'intéressent pas les flics. Pour eux c'est un domaine secondaire* »<sup>17</sup>. D'autre part à cause des porosités entre le monde de la pègre et celui de la classe politique. À Marseille, si la municipalité socialiste, malgré les démentis très fermes du maire<sup>18</sup>, sait avoir recours quand il le faut aux services occasionnels rendus par la famille Guérini, le gaullisme local a aussi ses accointances avec le monde criminel *via* notamment les « grognards » du Service d'action civique (SAC) recrutés à la fin de la guerre d'Algérie pour lutter contre l'OAS, dans le milieu proche

de Marcel Francisci, surnommé par la presse américaine « Mister Heroin »<sup>19</sup>. Tous ces facteurs s'inscrivant dans un contexte d'hostilité relative envers les États-Unis. Les années 1960 sont en effet le théâtre de fortes tensions entre les deux pays du fait de la politique d'indépendance de De Gaulle visant à émanciper la France et l'Europe occidentale de la tutelle américaine. Une politique matérialisée par la fermeture des bases américaines en France ; la sortie du commandement intégré de l'Otan ; la constitution d'une force de frappe nucléaire ; la reconnaissance de la Chine populaire ; la collaboration spatiale avec l'URSS ; le refus de l'entrée du Royaume-Uni, considéré comme un porte-avion américain, dans la CEE et la tentative avortée avec le traité de l'Élysée de sortir l'Allemagne fédérale de l'orbite atlantique... Dans ce contexte, comme le note un policier français de haut rang, pour les Américains, l'héroïne est la « *goutte d'eau qui fait déborder le vase* »<sup>20</sup>.

## Le Bureau des narcotiques à Paris et à Marseille

Tout au long des années 1960, à mesure de la gravité croissante de l'épidémie d'héroïne aux États-Unis, les tensions entre les deux pays vont monter progressivement. C'est d'abord la presse américaine, adonnée au *french bashing*, qui se déchaîne face à la passivité des pouvoirs publics à l'égard des trafics. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Raymond Marcellin en témoigne dans ces mémoires : « *Pour Nixon, le problème de l'héroïne s'était politisé. [...] Mais la férocité de la campagne menée par la Presse américaine contre la France, et relayée par certains journalistes français, n'avait pas seulement, pour principale raison, le trafic de l'héroïne. La politique extérieure française soulevait la colère d'un grand nombre d'Américains. La construction de la force atomique française, la défense tous azimuts, l'embargo sur les armes pour Israël, les attaques contre le dollar et le déficit de la balance des comptes américaine, tout cet ensemble ne nous faisait pas une très bonne presse dans une partie de l'opinion publique américaine. Aussi, quelques groupes de pression se chargèrent d'envenimer la discorde de la drogue* »<sup>21</sup>.

La démission de De Gaulle en 1969, et l'arrivée concomitante au pouvoir de Georges Pompidou, plus américanophile que son prédécesseur, et de Richard Nixon à la tête de l'administration américaine accélèrent les choses. Dès ses premiers mois d'exercice, Nixon décide, après avoir écrit une lettre à son homologue français pour se plaindre de la passivité des pouvoirs publics hexagonaux<sup>22</sup>, de renforcer en France la présence du Bureau des Narcotiques et des drogues dangereuses (BNDD), produit de la fusion

<sup>13</sup> Lamour C., Lamberti M. R., *Les Grandes manœuvres de l'opium*, Éditions du Seuil, 1972.

<sup>14</sup> Lamour C., Lamberti M. R., *op. cit.*

<sup>15</sup> Pélicier J., Thuillier G., *La Drogue*, collection *Que sais-je ? Presses Universitaires de France*, 1978.

<sup>16</sup> *La drogue, ce qu'ont vu, ce que proposent : médecins, juges, policiers, ministres*, Plon, 1970.

<sup>17</sup> Hernandez J.-P., *Quand j'étais gangster*, *op. cit.*, 2014.

<sup>18</sup> En juin 1971, Gaston Defferre, interrogé par le *Nouvel Observateur* sur cette délicate question, nie toutes relations avec le milieu et se déclare même favorable un peu plus tard dans son journal *Le Provençal* à la peine de mort pour les trafiquants.

<sup>19</sup> Jaubert A., *Dossier d... comme drogue, le milieu et la politique, les gros bonnets, les financiers et les jilières*, Alain Moreau, 1973.

<sup>20</sup> Gévaudan H., *La Bataille de la French Connection*, Éditions Jean-Claude Lattès, 1985.

<sup>21</sup> Marcellin R., *L'Importance vérité*, Plon, 1998.

<sup>22</sup> Marchant A., « *La French Connection, entre mythes et réalités* », *Vingtième siècle* n° 115, 2012.



des services de police et des douanes, réalisée par le président Johnson en 1968. L'ambassade américaine à Paris devient le siège central de la région Europe pour la lutte contre les drogues, dans un contexte où la lutte s'internationalise, tandis que des agents fédéraux sont missionnés à Marseille au consulat américain pour mettre la pression sur une police locale jugée passive. En outre, Nixon envoie le chef de l'organisation, John Ingersoll, pour une réunion au sommet avec la direction de la police judiciaire française et l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants) afin de lancer une coopération renforcée avec les services français. Désormais des réunions trimestrielles des deux côtés de l'Atlantique sont instituées. Le ministère de l'Intérieur fait de la lutte contre l'héroïne une priorité en renforçant l'OCRTIS qui faisait jusque-là figure de parent pauvre, voire misérable, de la police judiciaire, avec ses 16 fonctionnaires. Parallèlement la Chancellerie prépare une nouvelle loi renforçant considérablement les peines à l'encontre des trafiquants. Les effectifs de l'OCRTIS sont doublés et ceux de Marseille quadruplés. Une antenne à New York est créée, animée par un fonctionnaire de liaison qui fait l'interface entre les services français et américain tenus désormais de partager leurs renseignements. En 1971, un protocole de coopération franco-américain est signé à Paris. Les pressions des États-Unis se déplacent alors vers la Turquie qui alimente les filières corses en morphine-base.

## Grandeur et misère de la loi de 1970

Si c'est un lieu commun désormais d'affirmer que la loi de 1970, dans son aspect concernant la répression de l'usage, a constitué un échec – en 1995 la France compte environ 160 000 héroïnomanes<sup>23</sup> –, il semble incontes-

table qu'elle n'est pas restée sans effet sur l'offre et qu'elle a contribué au démantèlement

et à la démobilitation des filières corso-marseillaises de l'héroïne. Alors qu'avant

l'adoption de la loi, la législation prévoyait une peine, relativement légère, de cinq années de prison pour la production de drogues illicites en bande organisée, le quadruplement des peines (20 voire 30 ans de prison en cas de récidive)

va dissuader un certain nombre d'acteurs de poursuivre leurs activités. À cet égard, le cas de Joseph Cesari, un des meilleurs (al) chimistes de son temps, capable de transformer, disait-on, 1 kg de morphine-base en 1 kg d'héroïne, est exemplaire. Arrêté une première

fois à Aubagne en 1964, avec deux de ses assistants, à la faveur du premier (ou du

deuxième) démantèlement d'un laboratoire depuis la Seconde Guerre mondiale, le Corse est condamné en correctionnelle à sept ans de prison, ses compagnons à deux et trois ans, au terme desquels après une libération anticipée pour raison de santé en 1970, il reprend très vite ses activités. Réarrêté en 1972, alors que la législation a entretemps changé, il est condamné cette fois à 20 ans de prison<sup>24</sup> conformément à l'article 627 de la loi. Malade et dépressif il se suicide peu après dans une cellule des Baumettes. À l'époque, le criminel étant aussi un animal rationnel, de nombreux acteurs estiment que les coûts en termes répressifs excèdent largement les bénéfiques et se retirent de ce secteur d'activités qui leur a permis, qui plus est, d'accumuler des capitaux considérables, plusieurs milliards d'euros recyclés dans d'autres domaines d'activité<sup>25</sup>. En outre, les forces de police marseillaises en charge de la lutte contre les stupéfiants sont considérablement renforcées en hommes et en matériel. Alors qu'en 1964 et 1971, six laboratoires d'héroïne avaient été démantelés, six le sont pour la seule année 1972. La même année est réalisée, à bord d'un bateau en partance pour Miami, la plus grosse saisie d'héroïne, 472 kg, jamais réalisée en France.

## Fin de la « French » ?

Le dernier laboratoire est démantelé en 1981 à Saint-Maximin, tandis que la répression s'accroît encore suite à l'assassinat du juge Michel<sup>26</sup>, qui enquête alors sur l'activité de Jean Francisci, le frère du fameux « Mister Heroin »<sup>27</sup>. Cependant, si Nixon avait beau avoir proclamé la disparition de l'héroïne marseillaise des rues américaines dès 1974, la réalité montre que le pivot marseillais n'a pas été vraiment évacué de l'équation... En fait, l'éclatement de la *French Connection* provoque l'éclatement des équipes et de leurs savoir-faire aux quatre coins du monde au gré de l'évolution des marchés clandestins. Certains membres des filières corses se mettent ainsi au service d'autres organisations ou se lancent dans le trafic émergent de cocaïne pour le compte des cartels colombiens. Une manifestation de l'« effet ballon » relativement classique dans l'histoire de la lutte contre le trafic de drogues provoquée par la dispersion des différentes équipes mafieuses qui tenaient ensemble par un équilibre que l'intervention policière renforcée fait sauter<sup>28</sup>. En outre, la production d'héroïne se déplace dans des contrées plus accueillantes, notamment au Liban<sup>29</sup> où la guerre civile va favoriser la production d'opium et d'héroïne, ou en Italie.

Parallèlement, le milieu marseillais est considérablement affaibli par des guerres intestines qui voient s'affronter la nouvelle génération qui a succédé aux anciens parrains

<sup>23</sup> Kokoreff M., Coppel A., Péraldi, M. (Dir.) *La Catastrophe invisible, histoire sociale de l'héroïne*, Éditions Amsterdam, 2018.

<sup>24</sup> Comme Jean-Baptiste Croce, véritable « tête de réseau » ayant supervisé plusieurs exportations d'héroïne sur le continent américain, condamné en 1973 à 18 années de réclusion.

<sup>25</sup> Colombié T., *La French Connection, les entreprises criminelles en France*, Non Lieu, 2012.

<sup>26</sup> Pontaut J.-M., Pelletier E., *Qui a tué le juge Michel ?* Éditions Michel Lafon, 2014.

<sup>27</sup> Laville Alain, *Le Juge Michel*, Paris, Presses de la Cité, 1982.

<sup>28</sup> Gandilhon M., « La Guerre à la cocaïne à l'épreuve de l'effet ballon », *Swaps* n° 76-77, 2014.

<sup>29</sup> Au début des années 1980, l'OCRTIS estime que 30 à 50 % de l'héroïne saisie en France provient de ce pays.

depuis l'assassinat d'Antoine Guérini et l'emprisonnement de son frère « Mémé ». Les règlements de compte, notamment entre Gaétan Zampa et Jacques Imbert, font des dizaines de morts à la fin des années 1970 et au début des années 1980<sup>30</sup>. Le paradoxe étant que le déclin amorcé par les filières corso-marseillaises sur le territoire français correspond à la forte croissance d'une épidémie d'héroïne qui tuera en France entre 1970 et 2005 plus de 50 000 personnes<sup>31</sup>. De nouvelles filières, cette fois,

<sup>30</sup> D'Arrigo J., Grobert R., Zampa, *La Manufacture de livres*, 2014.

<sup>31</sup> Kokoreff M., Coppel A., Péraldi, M. (Dir.) *La Catastrophe invisible, histoire sociale de l'héroïne*, Éditions Amsterdam, 2018.

<sup>32</sup> Marchant A., *L'Impossible prohibition, drogues et toxicomanie en France 1945-2017*, Perrin, 2018.

notamment issues du Croissant d'Or et de l'Afrique de l'Ouest, prennent le relais, alimentant de l'extérieur le marché français<sup>32</sup>. Reconversion, mobilité et opportunité sont plus que jamais les maîtres-mots qui régissent le marché international clandestin des produits stupéfiants.

Les articles  
de *Swaps* peuvent  
être consultés  
sur [vih.org](http://vih.org)

# Recevoir *Swaps*

Pour recevoir *Swaps*, merci de remplir le coupon ci-dessous  
et de le retourner par mail à [ingrid.delhaye@aphp.fr](mailto:ingrid.delhaye@aphp.fr)  
ou par courrier à **Swaps / Pistes, 2 rue Conté, 75003 Paris**

nom

prénom

profession

organisme

adresse

code postal

ville

tél.

e-mail